

DECLARATION PUBLIQUE – AMNESTY INTERNATIONAL

10 septembre 2018

EUR 53/9060/2018

AILRC-FR

LITUANIE. LES AUTORITÉS DOIVENT ENQUÊTER SUR LES ATTAQUES CONTRE DES PERSONNES LGBTI

Amnesty International est vivement préoccupée par les récentes attaques dont ont été victimes des personnes LGBTI en Lituanie. En août, les locaux de la Ligue gay lituanienne (LGL), une organisation nationale de défense des droits des personnes LGBT, ainsi que l'appartement de Vladimir Simonko, le directeur de l'organisation, ont été la cible d'incendies volontaires à Vilnius. En septembre, Romas Zabarauskas, un réalisateur qui ne cache pas son homosexualité, a également été la cible d'une attaque de ce type. Amnesty International appelle les autorités lituanienes à condamner publiquement les attaques et à mener des enquêtes approfondies sur ces événements.

Le 10 août, les locaux de la Ligue gay lituanienne (LGL) et l'appartement de Vladimir Simonko ont été la cible d'incendies volontaires. La porte d'entrée et les volets des portes des locaux de la LGL ont été incendiés. Quelques semaines plus tard, la nuit du 2 septembre, le couloir menant à l'appartement de Romas Zabarauskas a été incendié. Romas Zabarauskas pense qu'il a été pris pour cible parce qu'il avait accroché un drapeau arc-en-ciel à son balcon en signe de soutien après les attaques contre la LGL et Vladimir Simonko. Des informations ont en outre fait état d'une agression contre une personne militant pour les droits des LGBT le 5 septembre.

Les crimes de haine constituent une atteinte particulière à la dignité humaine et doivent faire l'objet sans délai d'une enquête indépendante, impartiale et minutieuse, et les responsables présumés doivent être traduits en justice. Le chapitre XXV du Code pénal lituanien englobe les infractions liées à la discrimination fondée sur plusieurs caractéristiques, notamment l'orientation sexuelle, mais d'après certaines informations, les responsables de l'application des lois auraient dans les deux cas refusé d'enregistrer les plaintes comme possibles crimes liés à l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

D'après Romas Zabarauskas, les agents des forces de l'ordre n'auraient pas agi de manière professionnelle la nuit de l'attaque et auraient déclaré qu'il devrait « retirer le drapeau avant que tout le bâtiment ne brûle ». Des militants indiquent que nombre d'attaques de ce type continuent de ne pas être signalées dans le pays, car de nombreuses personnes craignent que les autorités ne répondent pas de manière adaptée aux violences contre les personnes LGBTI.

Les attaques reflètent un problème plus vaste de préjugés contre les groupes LGBTI dans le pays. Amnesty International demande instamment aux autorités de condamner publiquement les attaques et d'exprimer leur soutien aux groupes LGBTI, tout en veillant à ce qu'une enquête approfondie et impartiale soit menée en tenant compte spécifiquement des motifs homophobes des crimes.